

## En bref

Au troisième trimestre, les conditions climatiques sont moins estivales que la normale jusqu'à la mi-août. Les rendements moyens du colza et des **céréales** à paille sont bons ; cependant, la météo pluvieuse retarde fortement les moissons et impacte la qualité des grains. Les pluies sont bénéfiques au maïs et au tournesol. Les récoltes mondiales sont revues à la baisse. Les cours des graines sont élevés ; celui du colza atteint même un record.

L'offre de **légumes** est réduite, mais suffit à la demande. Le contexte commercial en fin d'été est plutôt décevant, le sursaut de consommation, lié à l'amélioration des conditions météorologiques, n'a pas lieu. Dans les **vergers**, la récolte démarre tardivement. De même les vendanges s'annoncent tardives et réduites en particulier dans le **vignoble** nantais. Côté prix de vente, les indicateurs sont plutôt favorables.

Par contre, les prix des **intrants** poursuivent leur ascension.

La collecte de **lait de vache** s'inscrit en baisse, toutefois le prix payé aux producteurs augmente.

Face à une demande toujours soutenue et une offre souvent limitée, les cotations des **gros bovins** finis, mâles et femelles, atteignent des sommets en France, comme en Europe. Ce contexte tarifaire porteur pour les gros bovins se traduit par une demande dynamique des engraisseurs en bovins maigres entraînant une hausse des cotations des brouards en septembre. Les cours des **veaux** de boucherie augmentent en continu à partir du mois d'août sachant que l'offre est inférieure à la demande. Seule ombre au tableau, le prix du veau nourrisson est à son plancher automnal. Dans ce contexte tarifaire, les abattages régionaux de bovins sont orientés à la baisse au cours de ce trimestre : l'érosion structurelle du cheptel bovin se traduit par une baisse lente, mais réelle, de l'offre régionale et française. La production bovine nationale est en repli depuis le début de l'année. Dans un contexte sanitaire (Covid-19) plus apaisé, le commerce extérieur de viande bovine a poursuivi son rebond lors de ce troisième trimestre avec des importations et, plus encore, des exportations en nette hausse par rapport à 2020. Le redressement partiel de l'activité de restauration s'est poursuivi sans pour autant remettre totalement en cause les nouvelles habitudes d'achat prises par les consommateurs lors de la crise sanitaire liée à la Covid-19. Pour les **porcs**, les cotations continuent de baisser tout au long du trimestre. La marge brute des éleveurs diminue. En effet, les coûts de l'alimentation restent élevés. La consommation est peu dynamique et les exportations vers la Chine marquent le pas.

Au troisième trimestre, les abattages régionaux de **volailles de chair** progressent. Toutes les espèces sont concernées, sauf les dindes et les pigeons. Les achats des ménages sont en baisse pour tous les produits, par rapport à une période 2020 particulièrement favorable. Les prix des **œufs** sont orientés à la hausse, dans un marché ferme et actif.

### Loi Egalim 2 : vers une rémunération tenant compte des coûts de production des agriculteurs

La loi Egalim 2 visant à protéger la rémunération des agriculteurs est parue au Journal officiel le 19 octobre 2021. Elle prévoit qu'entre un agriculteur et son premier acheteur, les contrats écrits pluriannuels (trois ans minimum) deviennent la norme. Une obligation qui s'appliquera au plus tard le 1er janvier 2023 et plus tôt pour certaines productions.

Plus en aval, la convention entre transformateurs et distributeurs devra comporter une clause de révision automatique des prix, à la hausse ou à la baisse, en fonction de la variation du coût des matières premières agricoles. La part de la matière première agricole sera sanctuarisée et ne pourra pas être négociée par les distributeurs. Cette part sera évaluée grâce à la mise en place d'une transparence des coûts au niveau des transformateurs.

En filière viande bovine, l'obligation de contractualisation est avancée au 1er janvier 2022 pour les jeunes bovins (JB), les génisses, les vaches allaitantes et les viandes sous SIQO (signe officiels de la qualité et de l'origine) et au 1er juillet 2022 pour les brouards hors SIQO (bovins mâles ou femelles maigres de moins de 12 mois de race à viande). Pour la viande de vaches laitières, l'échéance reste fixée au 1er janvier 2023.

Le 24 novembre 2021, le préfet de la région Pays de la Loire a présidé une réunion d'échanges sur la mise en œuvre de cette loi avec des représentants professionnels de tous les maillons de la filière viande bovine régionale afin de faciliter son appropriation.

Les négociations commerciales annuelles viennent de débuter, entre transformateurs et distributeurs. Elles dureront jusqu'au 1er mars 2022, le gros des négociations se déroulant entre décembre et février.

#### Sommaire

Contexte météorologique	p. 2	Productions végétales	p. 3	Conjoncture animale	p. 9
Industries agroalimentaires	p. 13				

# Contexte météorologique

## Juillet : mois atypique par la courte période estivale

La période du 17 au 23 juillet constitue la seule période de beau temps chaud. C'est la fraîcheur qui domine ce mois avec de rares journées à plus de 25 °C (1 seule à Nantes, Laval et La Roche-sur-Yon, 2 à Angers et 4 au Mans). Les températures minimales sont supérieures à la normale avec des valeurs plus élevées sur le littoral, mais les maximales sont inférieures. Ainsi la température moyenne de juillet passe sous la normale.

Si les jours de pluie n'ont pas été très nombreux, ils ont donné des quantités significatives, en particulier au nord d'un axe St- Nazaire/Le Mans. Les journées les plus arrosées ont été le 4 et le 25. L'ensoleillement est déficitaire partout, sauf à Nantes, et ce malgré les 7 jours de beau temps qui ont contribué pour environ 40 % du cumul mensuel.

## Août : frais et pas assez pluvieux

Après un début de mois frais et bien arrosé, les précipitations se font ensuite plus discrètes, puis les températures remontent doucement mais demeurent en-dessous des normales de saison. Il faut attendre le 10 du mois sur bon nombre de stations pour voir les thermomètres atteindre la barre des 25 degrés et le temps prendre des allures plus estivales avec des apparitions plus franches du soleil. Le 14 sera la seule journée à forte chaleur du mois, le mercure dépasse alors les 30 degrés sur la majorité des départements des Pays de la Loire dans un ciel dégagé. Seuls Laval et quelques points de mesure mayennais restent un peu en-dessous. Dès le lendemain, les nuages se font à nouveau bien présents et les températures bien moins clémentes. Le 18, sous un vent d'ouest sensible, les températures maximales ont bien du mal à dépasser les 18 degrés sur la région. Les nuages, toujours bien installés, donnent même quelques précipitations. Les pluies instables du 21 apportent quelques derniers millimètres. A partir du 23, les conditions anticycloniques s'imposent progressivement. Le soleil s'affirme et les températures retrouvent enfin un air d'été, contrariées tout de même en fin de mois par un vent de nord-est.

## Septembre : peu pluvieux, très ensoleillé et plus chaud que la normale

Septembre se déroule le plus souvent dans une atmosphère estivale avec un temps sec, beaucoup de soleil et des températures supérieures aux moyennes. Les épisodes pluvieux sont peu fréquents, ils se résument à quelques situations instables et aux passages de 2 perturbations atlantiques. Les averses, rares les 3 et 4, se font plus conséquentes les 7, 8 et 9. Il faut ensuite attendre le passage d'une perturbation le 18 pour retrouver quelques précipitations significatives. Les derniers millimètres sont recueillis en fin de mois, où durant trois jours un peu agités, on retrouve de l'instabilité le 25 et 26 et le passage d'une onde pluvieuse et assez venteuse, le 27. Côté thermomètre, les températures restent jusqu'en milieu de mois bien supérieures aux normales, et même si elles fléchissent un peu ensuite, elles demeurent régulièrement au-dessus des valeurs habituelles. Le mercure culmine le 7 et de nombreux nouveaux records mensuels sont établis un peu partout, comme les 33,7 °C enregistrés à Nantes ou les 33,6 °C relevés à Saumur (49). Les durées d'ensoleillement sont bien plus importantes qu'à l'accoutumée. Septembre 2021 se retrouve ainsi au rang 7 ou 8 des mois les plus ensoleillés depuis 1991.

Tableau 1 Département		Pluviométrie (mm)		Températures moyennes (°C)				Nombre de jours T>=25°C		Insolation (heures et minutes)	
		3 <sup>e</sup> trimestre 2021	Moyennes ou normales 1981- 2010	3 <sup>e</sup> trimestre 2021		Moyennes ou nor- males 1981-2010		3 <sup>e</sup> trimestre 2021	Moyennes ou normales 1981- 2010	3 <sup>e</sup> trimestre 2021	Moyennes ou Normales 1981- 2010
				Mini	Maxi	Mini	Maxi				
44	NANTES-BOUGUENAI	103,7	152,9	14,0	24,1	13,5	24,0	28	32	642h42	634h12
49	BEAUCOUZE	90,6	148,4	14,4	24,2	13,3	24,3	30	36	630h06	637h24
53	LAVAL	109,6	152,8	13,3	23,1	12,6	23,5	20	29	581h00	588h54
72	LE MANS	116,9	152,4	14,2	24,3	13,0	24,3	29	37	586h24	633h18
85	LA ROCHE SUR YON	107,4	166,3	13,4	24,1	12,9	23,7	31	31	677h12	656h12

Source : SRISE à partir de données mensuelles issues de MétéoFrance et Météociel

# Grandes Cultures

## Bons rendements en colza et céréales à paille – qualité hétérogène du blé tendre

Cette année, la météo estivale pluvieuse contrarie fortement l'avancée des moissons, notamment au nord de la Loire où elles se terminent seulement fin août.

Tant en colza qu'en céréales à paille, les rendements régionaux sont bons : par rapport au rendement moyen 2016-2020, le bilan presque définitif indique un rendement supérieur de 4 quintaux en colza, de 6 quintaux en blé tendre et de 9 quintaux en orge d'hiver.

Concernant la qualité des blés récoltés tardivement, les pluies ont impacté certains critères. Les Pays de la Loire sont finalement relativement épargnés, notamment par rapport aux régions situées plus au nord, où la maturité des blés est traditionnellement plus tardive. Le poids spécifique (PS) moyen des Pays de la Loire, estimé à 77,3 kg/hl, est supérieur au PS d'un blé standard (76 kg / hl) ; alors qu'au niveau France, le PS moyen est évalué à 74,9 kg/hl.

De leur côté, les maïs et les tournesols profitent pleinement du temps humide, même si le manque de chaleur des trois premières semaines d'août ralentit la maturité des grains et retarde le début des moissons. Par rapport aux rendements régionaux moyens 2016-2020, ceux de 2021 sont prévus, avant la récolte, supérieurs de 6 quintaux en tournesol et de 9 quintaux en maïs.

Selon la pluviosité reçue fin août et courant septembre, la levée et la croissance des colzas sont hétérogènes : elles sont bonnes dans les secteurs arrosés, mais difficiles dans ceux ayant reçu peu, voire pas du tout de pluie. Au regard des bons rendements obtenus en 2021 et du cours actuel très élevé du colza, la surface régionale en colza de la récolte 2022 est attendue en hausse.

## Cours élevés du blé et du maïs ; celui du colza atteint un record

Sur ce trimestre, le cours du blé se replie légèrement en juillet ; il augmente fortement en août et un peu en septembre. En France et dans une partie de l'Europe, les pluies de

**Tableau 2** - Prévisions de récolte en Pays de la Loire au 1<sup>er</sup> octobre 2021 - récolte 2021 -

Cultures	Surface (ha)	Evolution 2021/2020	Rendement (q/ha)	Evolution 2021/2020	Production (1000 q)	Évolution 2021/2020
<b>Céréales : 698 850 ha dont</b>						
Blé tendre	370 340	22%	71	27%	26 294	54%
Orge d'hiver	57 560	-4%	70	43%	4 029	37%
Orge de printemps	12 880	-50%	60	43%	773	-28%
Triticale	35 340	42%	60	33%	2 120	89%
Blé dur	21 060	6%	62	19%	1 306	26%
Avoine	5 600	10%	61	61%	342	77%
Maïs grain *	161 180	1%	92	16%	14 819	18%
<b>Oléoprotéagineux : 129 280 ha dont</b>						
Colza	70 600	-2%	36	33%	2 542	31%
Tournesol	34 340	-33%	32	33%	1 099	-11%
Pois protéagineux purs	5 560	-14%	33	14%	183	-3%
<b>Maïs fourrage</b>	<b>203 500</b>	<b>-23%</b>	<b>146</b>	<b>26%</b>	<b>29 711</b>	<b>-3%</b>

Source : Agreste et FranceAgriMer Pays de la Loire

\* **Maïs grain** : dont environ 15 000 ha de maïs grain humide ; évolution de la surface globale grain + fourrage : - 14 %

**Tableau 3** - Qualité du blé tendre récolte 2021

Critère	Pays de la Loire			France		
	Récolte 2021	Récolte 2020	Moyenne 2016/20	Récolte 2021	Récolte 2020	Moyenne 2016/20
Poids spécifique (kg/hl)	77,3	78,6	78,2	74,9	79,2	77,3
Taux de protéines (%)	12,0	12,4	12,2	11,9	11,6	12,0
Rendement (q/ha)	71	56	65	71	67	68
Teneur en eau (%)	13,4	13,0	12,7	14	12,7	12,8

Sources : critères qualitatifs : Arvalis-FranceAgriMer -enquêtes qualité collecteurs 2016 à 2021- rendements : Agreste et FranceAgriMer Pays de la Loire

juillet et d'août retardent les moissons et dégradent la qualité des grains. Les disponibilités en blé meunier sont tendues en Europe. Par ailleurs, suite à une sécheresse importante, les productions des USA, du Canada et de la Russie sont revues à la baisse. Sur septembre 2021, le cours moyen du blé tendre rendu Rouen, 245 €/t, est supérieur de 36 € (+ 17 %) à celui de juin 2021 et de 56 € (+ 30 %) à celui de septembre 2020.

Après un repli sensible en juillet, le cours du maïs progresse en août et en septembre. Courant juillet, la récolte de maïs des USA, premier producteur et exportateur mondial de maïs, s'annonce très abondante. La production étasunienne de maïs est ensuite revue à la baisse. Par

ailleurs, en France et sur une partie de l'Europe, le manque de chaleur retarde la maturité des grains de maïs : cela entraîne des moissons plus tardives et tend la période de soudure entre les récoltes 2020 et 2021. Sur septembre 2021, le cours moyen du maïs rendu Bordeaux, 223 €/t, est inférieur de 19 € (- 8 %) à celui de juin 2021 ; il est toutefois supérieur de 58 € (+ 35 %) à celui de septembre 2020.

Le cours du colza progresse sensiblement tout au long de ce trimestre ; il s'envole même en septembre. Au Canada, la récolte de canola (variété de colza) est régulièrement revue à la baisse en raison d'une sécheresse persistante : le pays, exportateur important de

colza, voit sa récolte diminuée d'un tiers en un an. Le stock mondial de colza-canola est estimé au plus bas depuis la récolte 2003. Par ailleurs, en lien avec la reprise économique mondiale, le cours du pétrole augmente fortement ; il entraîne dans son sillage les cours des huiles végétales servant à la production de biodiesel, dont celle de colza. À 604 €/t sur septembre 2021, le cours moyen du colza rendu Rouen atteint un record ; il est supérieur de 86 € (+ 16 %) à celui de juin 2021 et de 219 € (+ 57 %) à celui de septembre 2020.

### Bon début de campagne pour les chargements portuaires régionaux

Au cours du premier trimestre de la campagne 2021-2022, 385 000 t de céréales et d'oléoprotéagineux sont chargées dans les quatre ports de la région, dont 260 000 t de blé tendre et 70 000 t d'orge. Les chargements de ce trimestre sont supérieurs de 116 000 t (+ 116 %) à ceux du premier trimestre de la campagne 2020-2021 et de 100 000 t (+ 35 %) au trafic moyen à fin septembre pour la période 2016-2020. La récolte

2021 de blé tendre des Pays de la Loire progresse de près d'1 Mt en un an, après avoir chuté d'1,3 Mt en 2020. Une particularité importante cette année est l'hétérogénéité qualitative des blés qui nécessite un travail d'allotement important chez les collecteurs et dans les silos portuaires.

## Fruits et légumes

### Faute de demande, l'été est décevant pour la commercialisation du poireau, du melon et du concombre

En région nantaise, les disponibilités de **poireaux** déclinent sensiblement. Dès la deuxième décennie de juillet, certains producteurs ont d'ores et déjà terminé leur campagne d'arrachage. A partir de la mi-août, d'autres bassins de production débutent leur saison. Le bassin nantais arrive alors au terme de la campagne du poireau de printemps et d'été et laisse progressivement la place aux régions spécialisées dans la culture du poireau d'automne et d'hiver. En septembre, à l'exception de la Normandie, l'atomisation de l'offre sur le territoire est importante. Après une longue période d'apathie, le marché retrouve un peu de vigueur en fin de trimestre. Ce regain d'activité est en partie lié aux nouvelles implantations des rayons primeur qui laissent une plus large place aux produits d'automne. Ce renouveau de la gamme s'accompagne très souvent d'opérations promotionnelles. La profession s'en réjouit, mais regrette ne pas pouvoir mieux valoriser les lots, au regard de l'augmentation des charges, comme le carburant, le gaz, l'électricité, les emballages, le SMIC... qui peine à être répercutée sur les prix.

Toute la saison, le commerce du **melon** est laborieux. La campagne démarre

difficilement : la mauvaise météo pénalise le rendement, les maladies sont nombreuses, le tri important. Parallèlement, la demande est peu présente. Le melon est en crise conjoncturelle du 28 juin au 16 juillet. Ensuite, l'ambiance commerciale reste morose, mais le commerce se stabilise autour d'une offre aussi limitée que la demande. Au 15 août, le marché se déséquilibre à nouveau. Les melons souffrent du manque de soleil et sont trop petits et fragiles pour retenir l'intérêt des acheteurs. Par ailleurs, le sud-est propose encore des volumes plus en adéquation avec les besoins. En septembre, la météo s'améliore légèrement et l'offre du centre-ouest est enfin à un niveau plus normal. Toutefois, le désintérêt reste marqué et les petits calibres pénalisent toujours le bassin. La saison se termine fin septembre, alors que du melon reste dans les champs.

En juillet, l'offre de **concombres** est modérée. Les disponibilités sont cependant en phase avec la demande et très ponctuellement déficitaires. Les transactions s'effectuent à des prix élevés jusqu'aux tout premiers jours d'août. Un basculement très net s'opère ensuite. Le contexte météorologique ne stimule pas la demande et de fortes concessions tarifaires sont accordées sans pour autant réactiver les échanges. Faute de débouchés suffisants, certains opérateurs se voient contraints à des destructions de marchandises.

Le marché est déclaré en situation de crise conjoncturelle (selon l'article L-611-4 du code rural et de la pêche maritime) entre le 25 août et le 9 septembre. Le marché repart ensuite sur de meilleures bases. La douceur des températures et le bon ensoleillement favorisent l'écoulement des marchandises et les stocks sont épurés. Par ailleurs, les volumes déclinent sensiblement sur l'ensemble du territoire. Quant à la concurrence espagnole, elle est peu ressentie d'autant que les distributeurs privilégient encore très majoritairement le concombre français. Sans que la demande soit très forte, l'équilibre du marché est maintenu et s'accompagne d'une nette revalorisation des prix.

### La fraîcheur estivale limite l'offre et favorise des tarifs élevés en radis, tomates et courgettes

Les disponibilités de **radis** sont limitées en juillet et modérées en août, les productions subissant les affres d'un été frais et pluvieux. Les lots exempts de défauts se négocient à des prix élevés pour la période, notamment dans la première quinzaine de juillet. L'activité marque ensuite le pas et, bien que l'offre demeure contenue, les apports suffisent à la demande. Les possibilités d'expédition se heurtent à la présence encore marquée des diverses ceintures vertes qui maillent

le territoire. L'activité ne diffère guère en septembre, hormis en toute fin de trimestre. Les échanges sont alors plus dynamiques et ce regain d'intérêt est en partie lié à une moindre concurrence nationale en début d'automne.

Le marché de la **tomate** est très souvent chahuté à cette période en raison du télescopage entre les productions de serres chauffées et des abris froids. Par ailleurs, si le climat est favorable, les tomates issues des jardins familiaux peuvent représenter des volumes non négligeables de production. Ce n'est pas le cas cette année : les conditions météorologiques ont limité la récolte pour bon nombre de jardiniers amateurs et dans une moindre proportion celle des professionnels. Le mois de juillet se déroule sereinement et, à partir de la mi-août, la demande se rétracte nettement. Pour autant le marché est loin d'être dégradé, contrairement à celui du concombre, et les quelques reports de stocks finissent par s'écouler. En septembre, alors que les conditions semblent réunies pour une fin d'été sereine, la réalité est toute autre. Le bon ensoleillement et les températures élevées pour la période n'ont pas l'effet stimulant escompté et les échanges sont laborieux sur l'ensemble des présentations. Les prix décrochent sensiblement à la mi-septembre et le trimestre s'achève sur des prix anormalement bas.

L'impact des mauvaises conditions climatiques de juillet sur la production perturbe le développement de la **courgette**. Les températures étant fraîches, les apports restent insuffisants pour satisfaire toutes les commandes,

autant au niveau régional que national. Les prix sont aisément négociés à la hausse. Fin juillet, le commerce devient plus tendu. L'absence de consommation et le rendement des cultures toujours faible en août permettent malgré tout d'avoir un marché équilibré. L'évolution des tarifs est hétérogène : tassement chez certains opérateurs et maintien pour d'autres. Les apports déclinent en septembre, avec une courgette de qualité hétérogène. La demande devient irrégulière. A partir de mi-septembre, les nuits automnales sont plus froides. Les transactions se compliquent lorsque la concurrence espagnole s'accroît, en particulier avec les grossistes. En fin de mois, la clientèle est sans grande motivation.

### L'offre de salade d'été est suffisante malgré la fraîcheur et la pluviométrie

Dès le début juillet, la concurrence en **salades** des ceintures vertes, des bassins de production et des jardins familiaux s'essouffle rapidement. Cependant, la demande s'étiole. Les ventes, dans l'ensemble insuffisantes, créent un déséquilibre du marché confortant ainsi un mouvement de baisse des cours. Par la suite, la persistance des mauvaises conditions climatiques altère le bon déroulement de la production ainsi que la qualité des salades. Des problèmes phytosanitaires apparaissent. Cette situation s'amplifie même en seconde quinzaine de septembre en raison de fortes précipitations dans certains secteurs. La demande se reporte vers les opérateurs n'ayant pas connu ces aléas climatiques. Ceux-ci sont parfois

confrontés à une légère avance sur les plannings de récolte.

Néanmoins, avec le manque récurrent de dynamisme de la demande, l'offre est suffisante et ne permet pas une amélioration du marché.

### Démarrage tardif d'une récolte réduite en pommes et faible en poires

Les récoltes de pommes et poires débutent dans le centre-ouest avec une dizaine de jours de retard. En poire, le gel de printemps a été particulièrement préjudiciable aux volumes. La saison de la Williams commence en septembre et s'achève dès la fin du mois avec des cours très au-dessus des normales. En Conférence, la campagne débute mi-septembre. Les prix sont d'ores et déjà proches des 2 €/kg pour les calibres commerciaux alors que la demande est modérée. En pomme, les variétés les plus précoces sont également commercialisées en septembre. Les calibres sont petits. En Gala, les sachets représentent l'essentiel des ventes. La concurrence entre tous les bassins est forte. En Reine des Reinettes, les petits calibres sont traditionnellement plus difficiles à valoriser. Enfin, en Elstar, les cours sont plutôt conformes à la moyenne dans un contexte de demande modérée. Globalement, le marché intérieur se cherche encore dans l'attente d'une offre variétale plus importante et d'un commerce plus dynamique. A l'export, les départs sont encore limités et essentiellement dirigés vers le Royaume-Uni.

# Viticulture

## Vendanges 2021 réduites, surtout en région nantaise

Les épisodes de gel du printemps 2021 rendent les estimations de récolte très complexes. Dans certaines parcelles, des bourgeons secondaires ont pris le relais des bourgeons gelés, mais ils n'iront peut être pas jusqu'au bout de leur développement. Une grande hétérogénéité de développement est constatée entre parcelles voire sur un même cep. En juillet, les pluies sont bénéfiques au gonflement des baies, toutefois elles favorisent aussi les maladies cryptogamiques. La pression du mildiou est forte, mais plutôt bien maîtrisée. Après la généreuse récolte de 2020 ayant entraîné une augmentation des volumes et des surfaces déclarées en IGP et VSIG, la situation devrait s'inverser en 2021.

Fin août, les premiers contrôles de maturité débutent. Compte tenu du gel du printemps et du temps particulièrement maussade de l'été, avec un mois d'août frais et peu ensoleillé, les vendanges ne s'annoncent pas aussi précoces que les années précédentes et renouent avec un calendrier normal. Le temps est propice au développement du mildiou, de l'oïdium et du botrytis. Toutefois, les contaminations sont bien maîtrisées et la véraison évolue bien. Des décalages de maturité persistent dans les parcelles.

En deuxième décennie de septembre, les vendanges se généralisent sur l'ensemble de la région. Les acidités importantes en début de récolte s'atténuent au fil des apports. La vendange est saine. Les jus présentent des degrés honorables en Loire-Atlantique et dans la fourchette basse en Maine-et-Loire. Début octobre, une bonne partie des raisins destinés au rosés et aux rouges est encore à récolter. Les prévisions de récolte s'annoncent

très faibles dans le 44 avec moins de 235 000 hl de vin dont 141 000 hl en AOP. Pour le 49, elles s'élèveraient à 956 000 hl dont 860 000 hl en AOP et des IGP et VSIG en forte réduction.

## Bilan de la campagne de commercialisation 2020-2021

La campagne de commercialisation 2020-2021 se termine fin juillet. En Muscadet, l'ensemble des sorties de chais augmente de 2 % en un an. La vente directe représente 46 % des 269 500 hl sortis. Ainsi, avec 54 % des volumes, la part des sorties à destination des négociants se maintient. Le prix moyen de campagne baisse un peu plus pour le Muscadet AC (92,46 €/hl, - 2 %) que pour le Sèvre et Maine sur Lie (157,64 €/hl, - 1 %). Au 31 juillet, les stocks sont au plus bas chez les négociants (77 100 hl ; - 24 %/ moyenne triennale), mais en hausse à la production (275 300 hl ; + 26 %/ moyenne triennale).

Les stocks de Cabernet d'Anjou sont presque équitablement répartis entre le négoce et la production ce qui contraste avec la situation classique. En effet, par rapport à la moyenne triennale, ils sont en recul de 3 % chez les négociants, mais en hausse de 29 % à la production. La répartition des sorties de chais : 57 % vers le négoce et 43 % de vente directe est conservée d'une campagne à l'autre. Les volumes sortis progressent de 7 % sur un an, mais le cours moyen de l'hectolitre (181,67 €) se rétracte de 4 %.

En Saumur-Champigny, la contraction des prix est encore plus forte : - 13 %. Les volumes vendus au négoce sont en hausse de 33 % sur un an. Les sorties de chais au 31 juillet sont en hausse de 11 %. Majoritairement vendus en vente directe, les volumes dirigés vers le négoce gagnent tout de même

2 points en un an et représentent 26 % des sorties.

En Crémant de Loire, les sorties de chais à destination du négoce bondissent de 23 % et celles des ventes directes progressent de 10 %. Ainsi, 60 % des volumes sortis sont destinés au négoce, en hausse de 2 points. Le prix moyen de campagne, 186,38 €/hl se rétracte de 2 % sur un an.

## Nouvelle campagne de commercialisation 2021-2022

Les indicateurs sont positifs. La suppression de la taxe dite «Trump» simplifie l'export. Les stocks et volume complémentaire individuel (VCI) de l'an dernier devraient permettre d'alimenter les marchés malgré la petite récolte attendue.

En août, la nouvelle campagne de commercialisation débute lentement. Les vendanges n'ayant pas commencé, les achats du négoce se portent sur des vins des précédentes campagnes. Les volumes totaux (moins de 5 % des volumes habituels) s'échangent à des tarifs en forte hausse pour le Muscadet : 145 €/hl pour le Muscadet AC, 179 €/hl pour le Sèvre et Maine sur Lie. Les tarifs sont stables pour le Rosé d'Anjou (187 €/hl) et le Cabernet d'Anjou (165 €/hl).

Fin septembre, par rapport à la moyenne quinquennale, les achats du négoce se font à des prix de campagne en hausse pour les Muscadet AC et sur Lie, stables pour le Crémant de Loire et en retrait pour le Cabernet d'Anjou et le Saumur-Champigny. Côté volumes, les achats sont en retrait par rapport à la même période de la généreuse campagne 2020. Selon les vins, ils sont diversement orientés par rapport à la moyenne quinquennale.

# Observatoire Economique du Val de Loire

Situation des Marchés au 30 septembre 2021

Achats du Négocier

	MOIS			CAMPAGNE				
	Volumes (hl) (1) Tous produits	Volumes (hl) Vrac uniquement	Prix du Vrac (2) (€ / hl)	Volumes (hl) (1) Tous produits	Evol des volumes totaux	Volumes (hl) Vrac uniquement	Prix du Vrac (2) (€ / hl)	Evol des prix du vrac
Muscadet AC	6436	3223	144,89 €	8 141	-77 %	4 923	144,94 €	49%
Muscadet Sèvre et Maine	1486	1483	151,08 €	2 378	145 %	2 106	152,91 €	78%
Muscadet Sèvre et Maine Sur lie	24439	1668	182,07 €	25 889	-43 %	2 851	180,83 €	19%
Gros plant	674	672	138,18 €	690	-87 %	689	137,27 €	72%
Gros plant Sur lie	2811	100	NS	3 086	-54 %	375	140,00 €	-
Anjou Blanc	408	56	NS	485	-45 %	128	191,70 €	3%
Saumur Blanc	-	-	-	272	-49 %	-	-	-
Coteaux du Layon	1606	519	367,27 €	1 756	17 %	666	359,00 €	18%
Touraine Blanc	26718	10608	206,65 €	29 257	2 %	11 613	207,62 €	45%
Vouvray tranquille	3503	488	239,97 €	3 818	-25 %	774	246,39 €	8%
Saumur fines bulles	20018	-	-	20 068	-21 %	-	-	-
Crémant de Loire	35035	284	188,64 €	36 724	-31 %	284	189,34 €	-1%
Vouvray fines bulles	2203	301	225,00 €	2 728	51 %	501	223,00 €	-
Rosé d'Anjou	25290	2148	170,22 €	27 045	-42 %	2 844	168,47 €	1%
Cabernet d'Anjou	65201	2684	199,43 €	68 143	-26 %	4 649	193,96 €	4%
Rosé de Loire	6352	1088	122,35 €	6 799	-47 %	1 535	145,73 €	29%
Anjou Rouge	327	235	150,32 €	397	39 %	305	168,68 €	-
Saumur Rouge	-	-	-	-	-	-	-	-
Saumur Champigny	799	524	206,89 €	1 020	-61 %	524	206,89 €	8%
Touraine Rouge	3470	666	149,96 €	3 863	-18 %	937	167,49 €	33%
Chinon Rouge	2233	1530	220,64 €	2 804	-61 %	1 824	219,81 €	21%
St Nicolas de Bourgueil Rouge	1205	914	181,50 €	1 701	-28 %	1 351	189,16 €	3%
IGP Val de Loire Blanc Sauvignon	402	402	120,52 €	21 161	-44 %	648	124,12 €	-1%
IGP Val de Loire Blanc Chardonnay	650	650	116,30 €	12 000	-14 %	650	116,30 €	-22%
IGP Val de Loire Blanc Autres blancs	5750	5730	95,77 €	7 493	15 %	5 755	113,09 €	-32%
IGP Val de Loire Rouge et Rosé Gamay noir	750	750	NS	1 941	53 %	853	NS	NS
IGP Val de Loire Rouge et Rosé Autres	566	566	91,25 €	10 284	-36 %	1 284	103,71 €	-2%
VSIG Blancs	1 061	ND	74,73 €	1 171	-76%	ND	73,94 €	17%
VSIG Rouges	535	ND	52,85 €	866	0%	ND	51,45 €	-13%
VSIG Rosés	1 298	ND	54,72 €	1 839	5%	ND	56,10 €	-14%

(1) Volume total (ensemble des vins + raisins + moûts)

(2) vin en vrac (sous contrat à prix fixe pour l'Anjou-Saumur-Touraine)

ND : non disponible

NS = Non significatif (si <3 contrats sur la période)

- = Pas de contrats sur cette période

**NB** : la précocité de la récolte 2020 a induit un décalage dans la saisonnalité des contrats. Les variations entre N et N-1 doivent être interprétées en connaissance.

# IPAMPA

## Le prix des intrants poursuit son ascension

L'indice du prix d'achat des intrants augmente fortement durant ce trimestre : de 1,3 % en juillet, de 0,4 % en août et de 1,3 % en septembre, soit + 11,1 % en année glissante.

Le prix du pétrole fluctue depuis le mois de juillet : le prix du Brent s'établit à 75,2 \$/baril au mois de juillet en moyenne contre 70,7 \$/baril au mois d'août pour remonter à 74,5 \$/baril au mois de septembre. Le prix de l'énergie

et lubrifiants est impacté par ces cours (+ 1,8 % en juillet, - 0,7 % en août et + 2,9 % en septembre) et s'établit à + 29,5 % en glissement annuel.

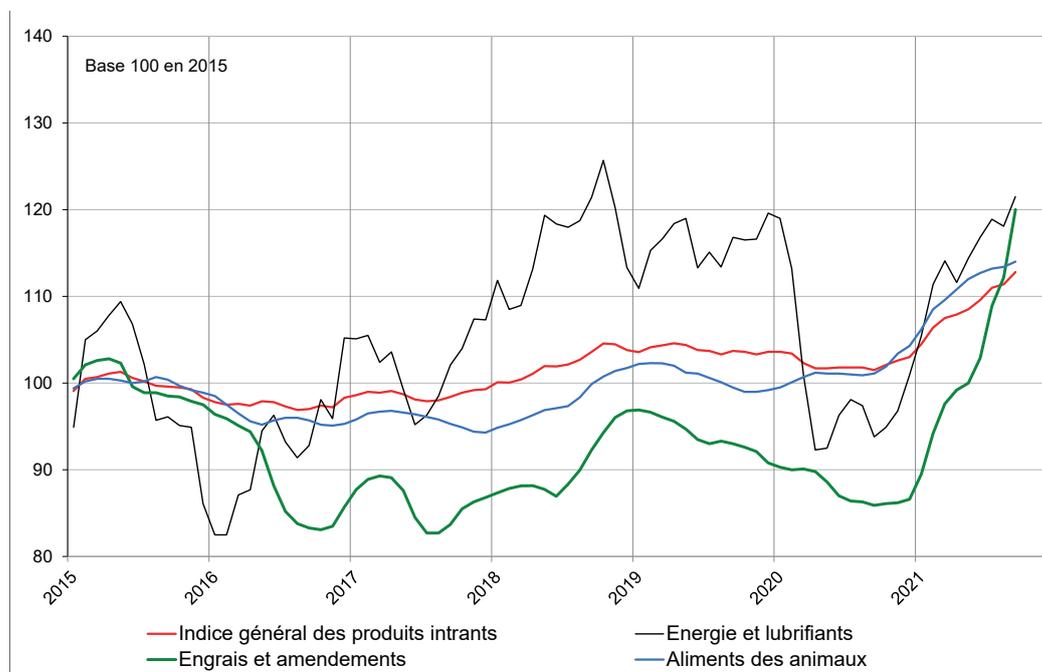
Le prix des engrais et amendements explose depuis un an (+ 39,7 %). En un trimestre, il s'est valorisé de 16,6 %, soit + 5,8 % en juillet, + 3 % en août et + 7 % en septembre. La flambée des prix des engrais azotés est une conséquence de la crise du gaz naturel utilisé pour les produire.

Les prix de l'aliment pour animaux augmentent de manière continue

depuis 13 mois. Pour ce trimestre, il gagne 0,4 % en juillet, 0,2 % en août et 0,5 % en septembre. En année glissante, l'alimentation animale voit son coût progresser de 12,8 %. Ce sont les aliments à base de céréales qui connaissent la plus forte augmentation (+ 21,3 % en année glissante).

Les prix des biens d'investissements (matériel, ouvrage) augmentent sur ce troisième trimestre (+ 1,1 % en juillet, + 0,3 % en août et + 0,2 % en septembre). Sur l'année, l'indice progresse de 6,9 %.

Graphique 1 - Indice des prix d'achat des moyens de production agricole France (2015 - 2021)



Source : Insee - Agreste

# Conjoncture animale

## **Bovins mâles de 8 à 24 mois : les JB français profitent de l'envolée des prix sur le marché européen**

Les prix des jeunes bovins (JB) profitent de l'envolée des cours observée à l'échelle européenne. Les cotations entrée abattoir grand ouest des JB poursuivent donc une progression quasi continue depuis la toute fin 2020. Fin septembre 2021, les cours observés dans le grand ouest se révèlent supérieurs de 30-40 centimes/kg aux moyennes quinquennales, pour les trois catégories suivies (viande U et R, mixte O).

Avec 16 000 téc, les volumes abattus dans la région au cours du troisième trimestre diminuent d'environ 2 % par rapport aux années passées. Les abattages de JB de type viande restent dynamiques, tirés par la hausse de la demande. Les sorties de JB depuis le début de l'année sont supérieures à la prévision issue du modèle MODEMO (IDELE-INRAE), ce qui traduit un rythme de prélèvement des mâles en ferme plus dynamique que la tendance des années antérieures. L'âge moyen des animaux abattus est par ailleurs redescendu sous la moyenne triennale 2017-2019 et se situe bien en-deça de celui de 2020. En revanche, les abattages de JB de type lait sont de nouveau en recul, en lien avec le déclin structurel de ce type de production.

## **Vaches : offre réduite et cotations entrée abattoir particulièrement bien orientées**

Au cours de ce troisième trimestre, les cours régionaux entrée abattoir des vaches allaitantes progressent toujours pour la catégorie « viande U » quand ceux des vaches « viande R » et des vaches laitières plafonnent, en septembre, à des niveaux élevés. La demande pour la viande française fait face à une offre limitée, et la viande importée se renchérit du fait de la pénurie sur le marché européen. Face à des marchés laitiers dynamiques, qui limitent les réformes, les cours des

vaches en Europe sont toujours à la hausse. Certaines cotations ont même atteint des niveaux record.

Avec 20 100 téc, les volumes de vaches abattus dans la région au cours du troisième trimestre s'érodent par rapport à ceux de l'année 2020 et plus encore par rapport à la moyenne quinquennale. Les abattages de vaches allaitantes, tirés par des cours élevés, affichent certes un rebond de 4,4 % lors de ce trimestre par rapport aux faibles valeurs de l'année 2020, mais les volumes abattus s'avèrent en retrait de près de 12 % par rapport à la moyenne quinquennale. De même, les abattages de vaches laitières affichent un retrait de près de 11 % par rapport aux valeurs habituelles d'un troisième trimestre. La situation conjoncturelle du marché du lait ainsi que les conditions fourragères favorables de l'année incitent les éleveurs laitiers à conserver leurs animaux.

## **Broutards : hausse des cotations désormais bien enclenchée**

Les prix des broutards, en retrait par rapport aux moyennes quinquennales depuis le début de l'année 2020, ont tardé à suivre la remontée des cotations européennes du JB, mais la hausse, à rebours de la tendance saisonnière habituelle, est désormais bien enclenchée. En effet, très stables mais en retrait de juin à fin août, les cours des broutards affichent une franche progression au cours du mois de septembre (2,8 €/ kg vif en toute fin de mois pour la catégorie charolais mâle U de 300 kg), alors que la tendance est habituellement à la baisse (le pic tarifaire est généralement observé en fin de printemps/début d'été). En 2021, l'offre en bovins maigres français s'avère limitée : la décapitalisation allaitante se poursuit faisant reculer les naissances. Par ailleurs, les bonnes disponibilités fourragères ne précipitent pas les sorties chez les naisseurs. Parallèlement, la demande italienne pour les broutards légers français ne faiblit pas dans un contexte de hausse du prix de la viande et de réduction des disponibilités partout en Europe.

## **Veaux de boucherie : redressement des cotations à partir du mois d'août, soutenues par le niveau limité de l'offre**

Au creux de la vague en juillet pour des raisons saisonnières, les cours des veaux de boucherie n'ont cessé d'augmenter depuis la mi-août, de façon assez franche. L'offre est inférieure à la demande, suite au ralentissement des mises en place observé depuis mars 2020. A l'échelle de l'éleveur, cette hausse des cours est la bienvenue dans un contexte de coûts de production élevés. Aux Pays-Bas aussi, les prix sont particulièrement élevés avec des abattages stables par rapport à 2020, mais nettement plus modérés qu'en 2019.

Pour des raisons saisonnières, le cours du veau de boucherie augmente à l'automne dans la mesure où la baisse des températures et la période de rentrée scolaire favorisent la consommation de viande de veau. Cependant en 2021, les cours ont largement dépassé les niveaux des années précédentes à partir du mois de septembre, y compris pour les catégories moins recherchées (rosé). Les cotations se situent bien au-dessus des niveaux de l'année 2019, perturbée par une surproduction en Europe, et de l'année 2020, impactée par la Covid-19. Les volumes de veaux abattus dans la région au cours du troisième trimestre sont en retrait par rapport à ceux de 2020 (- 4 %) et plus encore par rapport à la moyenne quinquennale (- 13 %) sachant que très majoritairement, les veaux de boucherie de la région sont abattus en Bretagne.

## **Lait de vache : une collecte morose, mais des prix encourageants**

L'embellie du deuxième trimestre aura été de courte durée puisque la production laitière ligérienne affiche un recul de 0,8 % entre les troisièmes trimestres 2020 et 2021. Au total depuis le début de l'année, la collecte régionale est inférieure de 1,5 % à

celle observée en 2020, à période comparable. Tous les départements partagent une situation identique. Pourtant, les disponibilités fourragères ont été satisfaisantes cet été en raison de conditions météorologiques qui ont favorisé la pousse d'herbe. Toutefois, le renchérissement du coût des matières premières et de l'alimentation en particulier impacte le niveau de production, de même que la baisse du cheptel laitier qui se poursuit depuis le début de l'année. Au troisième trimestre, le prix moyen payé au producteur (389 €/1 000 l) progresse de 6 % sur un an. Sur la même période, le prix moyen cumulé (377 €/1 000 l) depuis janvier est en hausse de 2,7 %. Alors que les disponibilités sont en baisse, la forte demande en ingrédients laitiers (beurre et poudre maigre) ainsi qu'une possible répercussion de la hausse des coûts de production sur le prix du lait soutiennent les cours.

La production de lait bio poursuit sa bonne dynamique avec une augmentation de 17,7 % des livraisons entre les deuxièmes trimestres 2020 et 2021. Depuis le début de l'année, elle est en hausse de 18,6 % comparativement à celle de 2020. Le rythme des conversions ne faiblit pas et n'est pas sans provoquer des inquiétudes quant à la capacité de l'aval à absorber ces nouveaux volumes. Au troisième trimestre, le prix moyen du lait bio payé au producteur (495 €/1 000 l) est quasi stable par rapport à la même période de 2020 (+ 0,2 %). En cumul annuel, à 469 €/1 000 l, il recule de 0,3 % par rapport à celui de 2020.

Au niveau national, la collecte laitière s'inscrit en baisse de 1 % par rapport à celle du troisième trimestre 2020. L'amélioration de la conjoncture en août ne suffit pas à compenser le recul des volumes trimestriels. Depuis janvier, la production française est également en réduction par rapport à celle de l'année précédente (-1,2 %). Malgré un bilan fourrager plutôt positif à travers l'Hexagone, la baisse continue du cheptel laitier et le contexte morose concernant la hausse des charges pèsent sur l'état de la collecte. La valorisation du litre de lait est en revanche dans une bonne dynamique. Au troisième trimestre, le prix moyen payé au producteur (393 €/1 000 l) gagne 6 % par rapport à celui observé

en 2020 à période identique. Sur les neuf premiers mois de l'année, à 381 €/1 000 l, il augmente de 3,1 % d'une année sur l'autre.

En France, le secteur du bio rencontre des difficultés depuis l'été. Si la collecte reste toujours aussi dynamique sur le trimestre et depuis le début de l'année, le marché montre des signes d'essoufflement. Le nombre d'exploitations qui font le choix du bio ne cesse d'augmenter tandis que la consommation ralentit. Depuis janvier, le prix moyen cumulé du lait bio payé au producteur (471 €/1 000 l) est en légère baisse par rapport à celui observé en 2020 à la même période (-0,1 %).

De juillet à septembre, la fabrication de produits laitiers est globalement en baisse consécutivement à la baisse des disponibilités. Sur les neuf premiers mois de l'année, entre 2020 et 2021, seule la fabrication de fromages et de crème fraîche est excédentaire. Dans le domaine des produits laitiers bio, la tendance à la baisse de la consommation se confirme. Depuis cet été, tous les produits sont concernés. Pourtant, en prévision d'une éventuelle reprise des achats, certains transformateurs axent leurs fabrications vers les produits riches en matière grasse.

Au niveau européen, la collecte laitière du troisième trimestre marque le pas, principalement en raison de conditions météorologiques défavorables dans certains pays et sous l'effet de la hausse des coûts de production. Toutefois, certains pays comme l'Irlande et les Pays-Bas parviennent à avoir une collecte en hausse d'une année sur l'autre. Si la France connaît un déséquilibre entre la production et la consommation de produits laitiers bio, la plupart des autres pays européens parviennent à maintenir cet équilibre tout en revalorisant même les prix du lait bio.

### **Ovins : offre limitée tirant les cours vers les sommets à partir de la fin août**

Hormis en Espagne, l'offre ovine reste restreinte à l'échelle européenne (UE à 27), de même qu'au Royaume-Uni. La

production française est, elle aussi, en recul de même que la consommation depuis le début de l'année 2021. Le niveau du disponible en viande ovine française reste donc préoccupant. Les faibles disponibilités tirent les cotations à la hausse et tendent encore plus les prix pour atteindre 7,44 €/kg au cours de la dernière semaine de septembre. Les cours sont historiquement élevés, mais parallèlement, la flambée des prix des intrants augmente les coûts de production. L'IPAMPA ovin viande poursuit sa progression.

De même, les disponibilités mondiales - toujours limitées dans les plus grandes régions productrices - soutiennent les prix de la viande ovine. La demande mondiale d'agneau est bien supérieure à l'offre, notamment depuis la levée des restrictions sanitaires de lutte contre la Covid-19, au Royaume-Uni et en Europe, qui a relancé la consommation dans la restauration commerciale.

Après un pic d'abattages particulièrement marqué en mars 2021 à l'approche de la période de Pâques, les volumes abattus dans la région suivent depuis les dynamiques habituelles et se situent à proximité des valeurs 2020, un peu au-dessus des valeurs moyennes pluriannuelles. De juillet à septembre, les volumes abattus dans la région diminuent mois après mois, en nombre de têtes et en poids.

### **Lait de chèvre : une bonne dynamique**

Au troisième trimestre, la production de lait de chèvre ligérienne progresse de 4,1 % sur un an. Le niveau de collecte profite pleinement des conditions estivales humides qui favorisent la pousse de l'herbe. En outre, l'impact de l'attractivité des cours sur le niveau des livraisons n'est pas à exclure malgré le contexte global de l'envolée des prix des matières premières nécessaires à l'élevage. Entre 2020 et 2021, les volumes cumulés depuis janvier sont en hausse de 2 %. Le prix moyen payé au producteur (763 €/1 000 l) s'apprécie de 4,2 % par rapport à celui du troisième trimestre 2020. Le prix moyen cumulé (764 €/1 000 l) augmente de 4,7 % sur un an.

Au plan national, la collecte de lait de

chèvre affiche aussi une progression soutenue sur le trimestre (+ 2 % entre 2020 et 2021). Après une entame d'année laborieuse, la production bénéficie de fourrages abondants à la sortie du printemps et durant l'été. Depuis janvier, le bilan de la collecte est à l'équilibre (+ 0,5 % entre 2020 et 2021). La rémunération du litre de lait bénéficie d'un contexte favorable. Malgré des difficultés à répondre à la demande intérieure, les transformateurs font le choix de privilégier le lait français au détriment des importations, notamment espagnoles, qui restent à des niveaux historiquement bas malgré une remontée post-Covid. En outre, la composition du lait collecté ne cesse de s'améliorer. Aussi, les transformateurs n'hésitent pas à revaloriser les prix afin d'encourager et de pérenniser leurs approvisionnements. Toutefois la marge des éleveurs se tend du fait de l'augmentation des coûts de production.

La fabrication de produits laitiers à base de lait de chèvre stagne au troisième trimestre et sur l'année par rapport à 2020 à période comparables. Seule la fabrication de yaourts et lait fermenté est en progression (5,5 % entre 2020 et 2021).

### Porc : cours en baisse, coût de l'alimentation en hausse, dégradation de la marge des éleveurs

Le cours du porc décroît régulièrement depuis le début du trimestre. La cotation porcine (cotation entrée abattoir, classe S, TMP ≥ 60 %, centre ouest) ouvre le trimestre à 1,69 €/kg et le ferme à 1,52 €/kg. Le cours moyen du premier trimestre s'établit à 1,59 €/kg, c'est 1,1 % au-dessus du cours du même trimestre 2020, mais 3,3 % au-dessous de la moyenne quinquennale 2016-2020. Ailleurs en Europe, les variations de prix sont aussi orientées à la baisse. La hausse saisonnière de l'offre débute dans un contexte où les prix sur le marché sont déjà bas et où les Espagnols et les Allemands font état de stocks élevés. Les filières européennes font aussi face à des manques de main-d'œuvre qui impactent les secteurs de l'abattage et de la logistique. Cependant, dans une certaine mesure, la cotation française

résiste pour l'instant mieux que les autres places européennes.

Les tonnages de porcs charcutiers abattus (en tec) sur le troisième trimestre par rapport au troisième trimestre 2020, diminuent de 3 % en Pays de la Loire ainsi qu'en Bretagne (-0,7 %) et en France (-0,7 %). De même, comparé au trimestre précédent, les abattages ligériens diminuent (-1,3 %), mais pas ceux du bassin breton (+2,5 %). Le solde commercial des échanges de viandes porcines reste excédentaire en volume pendant ce troisième trimestre 2021. 40 % des quantités de viandes porcines sont exportées à destination des pays tiers (en particulier la zone Asie) au mois d'août 2021. Cependant, sur le trimestre, les achats chinois sont en nette décélération par rapport au début de l'année.

La consommation de porc des ménages résidents en France a marqué le pas pendant ce troisième trimestre 2021 comparativement au trimestre précédent, bien que les prix de détail soient plus favorables aux achats. La météo de l'été n'a pas favorisé les achats de grillades. C'est surtout au mois de juillet que les achats de charcuterie ont repris de la vigueur. Selon le Panel Kantar, les ménages ont acheté 5 % en plus de porc frais, mais 4,7 % en moins de charcuterie pour le trimestre.

En revanche, la consommation totale de porc, consommation à domicile et hors domicile, se stabilise après une érosion depuis 2019. En août 2021, sur douze mois glissants, les volumes totaux consommés reculent de 0,1 %, la progression de la consommation hors domicile compensant presque la baisse des volumes achetés par les ménages.

Le coût des intrants augmente fortement sur le troisième trimestre (+ 2,9 %) et s'établit à plus de 11,1 % en année glissante. Selon l'IPAMPA France entière, le coût de l'énergie augmente de 4 % sur ce trimestre et le prix de l'aliment porcin de 1,7 % par rapport au second trimestre.

La situation économique des éleveurs se dégrade durant ce trimestre. La marge brute des éleveurs naisseurs engraisseurs atteint 1 048 €/trouille/an au mois de septembre 2021 (contre

1 531 €/trouille/an au mois de juin).

### Aviculture : des abattages en hausse

Au troisième trimestre 2021, les abattages régionaux de volailles de chair progressent de plus de 6 % par rapport à 2020. Le niveau d'abattage devient proche de sa moyenne quinquennale. Toutes les espèces sont concernées par cette hausse, sauf les dindes et les pigeons. Depuis le début de l'année, au regard de 2020, les abattages de volailles ont augmenté de près de 3 % dans la région, alors qu'ils ont baissé d'autant en France.

Par rapport au troisième trimestre 2020, les abattages régionaux de **poulets** augmentent de 4 %, comme l'an passé. De janvier à septembre, la progression est identique avec une hausse de 6 % en poulets standard et un recul de 2 % en poulets sous signe de qualité. La situation nationale est similaire, avec des abattages qui progressent de 4 % en poulets standard et qui se stabilisent en poulets de qualité. Les Gallus (poulets, chapons, coqs et poules de réforme) concentrent 68 % des tonnages de volailles abattues, en Pays de la Loire comme en France.

Sur les neuf premiers mois de l'année, l'augmentation de 16 % des exportations de viandes de poulets traduit un retour à la normale (après - 15 % entre 2019 et 2020). Elles sont dynamiques vers l'Union européenne, tirées par les partenaires habituels que sont les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Espagne et la Belgique. En revanche, elles chutent vers le Moyen-Orient et l'Asie. Les importations progressent également de 15 %, notamment en provenance du Royaume-Uni, de Belgique, de Pologne et des Pays-Bas. Les importations représentent toujours près de la moitié de la viande de Gallus consommée en France. En septembre, l'Anvol (interprofession de la volaille de chair) a lancé un manifeste de soutien aux élevages avicoles français.

Au troisième trimestre, les abattages régionaux de **dindes** sont en léger repli par rapport à 2020, après deux trimestres de hausse. En cumul depuis le début de l'année, ils sont supérieurs de 1 % à ceux de 2020, alors qu'ils baissent de 8 % en France. Malgré des mises en

place nationales de dindonneaux en baisse de 9 % sur les huit premiers mois de l'année, la situation reste très préoccupante avec des stocks importants, supérieurs de 64 % à ceux de 2020. Le solde des échanges de viandes et préparations de dinde est négatif, avec des exportations en recul de 9 % (notamment vers l'Espagne) et des importations en repli de 4 %.

Par rapport à 2020, les abattages régionaux de **canards** augmentent fortement au troisième trimestre : + 35 %, avec un niveau d'abattage proche de celui de 2019. La progression est similaire en canard à rôti et en canard gras. Ainsi, depuis le début de l'année, les abattages régionaux de ces deux segments sont en progression, au regard de niveaux 2020 au plus bas. Si les mises en place nationales de canetons ont baissé de 18 % sur les quatre premiers mois de l'année 2021, comme l'an passé, elles sont en augmentation depuis mai. Sur les neuf premiers mois de l'année, le solde des échanges de viandes et préparations de canard varie peu, avec des exportations et des importations dynamiques, en hausse de 15 et 23 %.

Au troisième trimestre, les abattages régionaux de **pintade** sont en hausse de 3 % par rapport à un niveau 2020 historiquement bas. C'est la première hausse depuis dix trimestres. Mais comparé aux moyennes quinquennales, le volume d'abattage reste inférieur de 20 % au troisième trimestre et de 25 % depuis le début de l'année. La région concentre toujours les trois quarts des volumes nationaux abattus. Les mises en place nationales des pintadeaux dans les élevages sont en baisse de 6 % sur huit mois.

Près de neuf **pigeons** français sur dix sont abattus dans la région. La filière a particulièrement souffert l'an passé avec l'arrêt de la restauration hors foyer et de l'export. Sur les trois premiers trimestres, les abattages régionaux sont toujours en baisse : de 11 % par rapport à 2020 et de 30 % par rapport à la moyenne quinquennale. En **cailles**, l'activité progresse de 3 % dans les deux abattoirs régionaux depuis le début de l'année, mais reste inférieure de 35 % à la moyenne quinquennale.

Après avoir augmenté au premier semestre, les indices du coût de **l'aliment pour volailles**, calculés par

l'ITAVI à partir du coût des matières premières, se tassent en juillet et août, puis repartent à la hausse en septembre. Selon les espèces, ils demeurent supérieurs de 30 à 40 % aux moyennes quinquennales. De janvier à août, la production industrielle d'aliments pour volailles diminue de 2 %. Les prix à la production des volailles de chair sont orientés à la hausse depuis le début de l'année. Pour la plupart des espèces, en septembre, ils restent supérieurs d'environ 8 % à ceux de l'an passé, et de 5 à 15 % aux moyennes quinquennales selon l'espèce.

En cumul annuel, de janvier à septembre, comparé à une période 2020 particulièrement favorable, les volumes d'**achats des ménages** pour leur consommation à domicile sont en repli de 5 %. La baisse concerne toutes les espèces et tous les produits : canard (sauf le filet), dinde, poulet, pintade, élaborés et charcuterie à base de volaille.

### **Œufs : des cours en nette hausse depuis août**

De janvier à octobre 2021, la production nationale d'œufs de consommation calculée par modèle est estimée à 13 milliards d'œufs, en hausse de 4 %, en faveur des modes d'élevage alternatifs. Les mises en place de poulettes d'un jour pour la production d'œufs sont stables sur huit mois 2021 au regard de 2020.

Amorcée fin juillet, la hausse des cours des œufs se poursuit continûment en août et septembre avec la reprise d'activité liée à la rentrée. La TNO synthèse moyenne de l'œuf coquille s'établit en septembre à 8,62 € les 100 œufs, en hausse de 28 % par rapport à 2020 et de 22 % par rapport à la moyenne quinquennale. Face à une offre restreinte, les industriels comme les centres de conditionnement ont des besoins importants. La demande est ferme dans un marché très actif. Sur les huit premiers mois de l'année, les exportations d'œufs coquille vers l'Union Européenne augmentent de 61 % en volume sous l'effet de la hausse importante des débouchés vers l'Allemagne, tandis que les importations sont en nette baisse. Pour les ovoproduits alimentaires, les volumes des exportations progressent,

vers l'Union Européenne comme vers les pays tiers ; les importations sont en léger repli.

Sur les trois premiers trimestres, avec des prix en légère hausse, les achats d'œufs par les ménages français pour leur consommation à domicile restent en baisse de 9 % par rapport à la même période de 2020, plutôt favorable. Le recul concerne tous les produits : œufs cage (- 23 %), mais aussi œufs biologiques (- 6 %) ou de plein air (- 3 %).

### **Cuniculture : baisse sensible des abattages trimestriels**

Les six abattoirs de lapins du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire, Normandie et Poitou-Charentes) concentrent près des trois quarts des abattages nationaux. Sur les neuf premiers mois de l'année, les abattages se replient de 9 % par rapport à 2020. C'est la plus forte baisse observée ces dernières années à cette période.

Comme les années précédentes, le cours national du lapin vif départ élevage a progressé de janvier à la mi-avril, puis entamé sa baisse saisonnière jusqu'à l'été. Il repart à la hausse fin août. Sur les neuf premiers mois de l'année, les cotations sont supérieures de 4 % à celles de l'an passé, déjà au plus haut. L'indice des prix à la production du lapin reste supérieur à sa moyenne quinquennale, de 11 % en septembre. De même, l'indice ITAVI de l'aliment pour lapins est supérieur de 28 % en septembre à sa moyenne quinquennale, malgré une baisse continue depuis mars. De janvier à août, la production d'aliments composés pour lapins est en repli de 3,5 %.

En cumul sur les trois premiers trimestres, avec des prix de vente au consommateur en hausse de 2 %, les volumes d'achats des ménages en lapin frais sont en repli de 2 %. Sur les huit premiers mois de l'année, les exportations de viande de lapin baissent de 1,5 % en volume par rapport à 2020 (baisse vers l'Italie et la Belgique), tandis que les importations reculent de 6 %.

# Commerce extérieur régional

## Le solde commercial des produits agricoles et agroalimentaires redevient positif au troisième trimestre 2021

Au troisième trimestre 2021, tous produits confondus, les exportations ligériennes s'élèvent à 4,2 milliards €. Les exportations des produits agricoles et agroalimentaires représentent 26 % des exportations régionales. A 1 090 M€, le montant trimestriel de l'export agricole et agroalimentaire est supérieur d'un quart à celui de l'an dernier et à la moyenne quinquennale des troisièmes trimestres 2016-2020.

Les exportations des produits agricoles bruts concernent ce trimestre principalement les céréales, légumineuses et oléagineux (66 % des montants, en forte progression de 83 % par rapport à l'an dernier), les légumes (13 %) et les volailles vivantes et œufs (8 %). Les montants exportés s'élèvent à 340 M€, supérieurs de 49 % à ceux du troisième trimestre 2020 et de 72 % à la moyenne quinquennale.

Avec 749 M€, les exportations régionales des produits transformés sont en hausse de 17 % par rapport au montant du troisième trimestre 2020 et de 13 % à la moyenne quinquennale. Les montants à l'export augmentent dans la quasi-totalité des secteurs, en particulier ceux des viandes, des huiles et graisses, et des produits de boulangerie-pâtisserie-biscuiterie industrielle. Ainsi, compte tenu des spécificités sectorielles départementales, par rapport à l'an passé, les montants trimestriels de l'export des produits agroalimentaires sont en progression sensible en Loire-Atlantique, Maine-et-Loire et Vendée. Ils sont quasiment stables en Mayenne et Sarthe.

De leur côté, les montants des importations des produits agricoles bruts et transformés (1 027 M€) sont en augmentation de 15 %. Ainsi, après avoir été positif au premier trimestre, puis négatif au deuxième, le solde commercial des produits agricoles et agroalimentaires redevient positif de 63 M€ au troisième trimestre.

## Industries agroalimentaires

Après une hausse en juillet, l'activité est stable en août et septembre, avec une perspective de progression. La hausse du prix des matières premières est générale et s'accroît de mois en mois.

### Industries des viandes

La production et la demande sont en hausse en juillet et septembre, portées par le marché à l'export et en baisse en août, tirées vers le bas par la demande intérieure. Les hausses de coûts des matières premières sont partiellement répercutées sur les prix des produits finis. Les carnets de commande sont orientés à la baisse.

### Industrie de la boulangerie-pâtisserie et pâtes

Les productions progressent jusqu'en juillet, portées par la demande intérieure, puis baissent nettement en raison de la demande à l'export en repli. Cela a une conséquence sur les effectifs, en légère baisse. Les hausses de coûts de matières premières ne sont pas répercutées sur les prix des produits finis. Les chefs d'entreprise anticipent une hausse d'activité.

### Le point du trimestre

Une version actualisée du recueil sur les dispositifs accessibles aux entreprises des secteurs agricole, agroalimentaire et forêt-bois est disponible sur le site internet du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, à l'adresse suivante : <https://agriculture.gouv.fr/covid-19-les-dispositifs-daide-accessibles-aux-entreprises-des-secteurs-agricole-agroalimentaire-et>

# Les entreprises en bref

Sources : AFP, AGRAlimentation, Agrafil, RIA, Ouest France, Les Echos, Banque de France, lettre de l'API de juillet à septembre 2021

## Loire-Atlantique

Les **Rhums de Ced'**, société spécialisée dans les rhums arrangés à Saint-Hilaire-de-Chaléons, investit 2 M€ dans une extension de 1 700 m<sup>2</sup>. Cette surface va permettre de faire passer la production de 500 000 bouteilles par an à 800 000 d'ici 3 à 4 ans et de doubler les effectifs. Les Rhums de Ced' emploie 10 salariés pour un chiffre d'affaires de 5 M€ en 2020. Ce dernier était d'environ 4 M€ il y a deux ans. L'entreprise est en croissance dans la grande distribution via une nouvelle marque « Les arrangés divins », ainsi que sur les réseaux de cavistes et les épiceries fines et à l'export..

**Eurial** revoit à la baisse son projet d'investissement pour la fromagerie Herbignac Cheese Ingredients (HCI) : la capacité de production du site sera augmentée de 15 % et non pas de 100 %. Le remplacement de l'une des deux tours de séchage demeure néanmoins d'actualité ainsi que l'extension du quai d'expédition. Le volet environnemental (épandages et rejets) n'est pas encore validé par l'Autorité environnementale. La laiterie emploie 270 salariés et fonctionne 7 jours sur 7, 24 heures sur 24.

## Maine-et-Loire

**Charal** prépare une importante restructuration et modernisation de son abattoir de Cholet, dédié à la viande de bœuf. Le chantier va durer trois ans et inclut le réaménagement des ateliers de deuxième transformation (désossage, parage), un nouveau bâtiment pour l'emballage, diverses démolitions, et une refonte du pôle logistique pour la distribution des produits élaborés frais. Le montant des investissements devrait se chiffrer à plusieurs dizaines de millions d'euros. Fonctionnant en 2x8, l'usine de Cholet emploie 1 030 salariés dont près de 20 % de CDD, effectif appelé à demeurer stable.

**Grand Saloir Saint Nicolas**, société du Groupe CA Traiteur et Salaisons (1 600 salariés), spécialisée dans la fabrication et distribution de produits charcutiers et traiteurs recrute 30 salariés sur son site de production du Mesnil-en-Vallée, qui compte 250 salariés. Les prévisions de croissance sont de + 11 % sur l'année et sur l'activité traiteur. Le site est spécialisé dans la production de pizzas, paninis, et burgers à destination des grandes et moyennes surfaces et de la restauration hors domicile.

**Tipiak** épicerie prévoit des investissements industriels de l'ordre de 2,8 M€, soutenus par France relance, qui devraient s'accompagner de 7 créations d'emplois. Tipiak, qui emploie 1 300 salariés et compte 7 usines, avait investi l'an passé 23,5 M€. Son chiffre d'affaires 2020 était de 199,1 M€ contre 194,2 M€ en 2019 et sa rentabilité en nette progression.

Quatre mois après sa création, **Nutridry** acquiert Mada Foodservice, fabricant alsacien de produits alimentaires déshydratés pour les professionnels de la restauration commerciale et collective, notamment en milieu hospitalier. Fondée en 1930 et basée à Cernay (68), la société emploie 25 salariés pour un chiffre d'affaires 2020 de 7,7 M€ et un EBE légèrement négatif. Avec ce premier rachat, Nutridry confirme sa volonté d'accélérer la consolidation du marché des aliments lyophilisés et déshydratés et d'en devenir le leader sur le segment des centres hospitaliers et des Ehpad en France. Le groupe Nutridry est né en avril 2021 suite aux rachats de la société vendéenne Titok et de son concurrent Falières nutrition, situé en Gironde.

## Mayenne

La Commission européenne a donné son feu vert à l'acquisition du néerlandais Leerdammer par **Lactalis**. Le rachat de Leerdammer, ainsi que

des filiales italienne, allemande et ukrainienne de Bel, est évalué autour de 600 millions d'euros et permet à Lactalis de détenir 23,16% de Sicopa (filiale de Bel) et 0,90 % du capital de Bel.

**Lactalis** a été contraint par les autorités de la concurrence américaine de céder Athenos, numéro un aux Etats-Unis de la feta. Cette entreprise faisait partie de l'ensemble des « fromages naturels » acquis en septembre 2020 par Lactalis auprès du géant Kraft pour 2,7 milliards d'euros. Athenos donnait une position trop forte sur le marché outre Atlantique au groupe français.

**Vaubernier** (130 salariés) crée sa marque de lait le Bon lait mayennais, après un test en Mayenne. Ce lait est collecté auprès de 195 éleveurs laitiers, dans un rayon de 40 kilomètres autour de la fromagerie. Il est conditionné dans l'Orne et est déjà présent dans une trentaine de magasins, ainsi qu'à la boutique de la société à Martigné. Pour le moment, dans un principe de circuits courts, la distribution se limite à la Mayenne. Vaubernier avait par ailleurs lancé deux fromages en bio, sous l'étiquette les Bons mayennais, en avril 2021.

Le bénéfice net du groupe **Bel**, à 67 M€, a diminué de plus de 36 % au premier semestre, dans un contexte marqué par la crise Covid et des ventes en berne dans les pays du Proche et du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Le chiffre d'affaires recule sur le semestre (-2,7 %, à 1,7 milliard d'euros).

## Sarthe

Leader national sur le marché du boudin, **Bahier** (447 salariés et 87 M€ de CA en 2020), à Sceaux-sur-Huisne, s'agrandit. Le projet représente un investissement de 2,4 M€ auxquels s'ajoutent 400 k€ de matériel. Le nouveau bâtiment accueillera l'activité fumage. L'entreprise va recruter 20

salariés en CDI. En 2020, l'entreprise a fabriqué 17 000 tonnes de produits, boudins mais aussi rillettes, abats, pâtés, viandes cuites et fumées.

## Vendée

Après avoir repris la société Gofrino en 2018 puis Goulibeur en 2019, **Atom Food**, groupe spécialisé dans les produits régionaux sucrés et la restauration, envisageait de doubler son chiffre d'affaires en 2020 afin d'atteindre 20 M€. Mais la crise sanitaire l'a obligé à revoir ses ambitions à la baisse. Le groupe est quand même parvenu à atteindre 17 M€ de chiffre d'affaires en 2020, contre 10 M€ en 2019 et devrait, en 2021, frôler les 22 M€. Entre 2020 et 2021, ses effectifs sont passés de 160 à 250 salariés et la société prévoit à nouveau une vingtaine de recrutements en 2021. Pour accueillir ses nouveaux salariés et son école de formation, le groupe emménage dans un nouveau siège social, aux Sables d'Olonne. Atom Food a également créé un atelier de fabrication de glaces artisanales commercialisées auprès des restaurants.

**La Boulangère**, entreprise de boulangerie-viennoiserie, développe la notion de "bio augmentée", pour faire face à la concurrence. Elle recherche davantage de proximité et lance, pour les 20 ans de son activité bio, une filière huile de tournesol établie à 200 km autour de ses usines vendéennes. Celle-ci remplace l'huile de colza qui était en partie importée d'Europe de l'Est. Cette filière s'est mise en place en lien avec le groupe coopératif Cavac. Dans le même esprit, La Boulangère achète désormais une partie de son lait bio auprès de la Laiterie La Lémance, société familiale située à 20 km du siège social de La Boulangère. Dans le cadre de la démarche "Agri éthique", La Boulangère contractualise les prix de la farine et des œufs sur trois ans avec les fournisseurs et les producteurs. Elle supprime également le double emballage et l'emballage des rations individuelles en papier. Sur ses gammes bio, elle fait valoir un niveau de recyclage de ses emballages de 10 %

et l'ambition d'atteindre 97 % en juin 2022. Elle travaille en R&D avec une startup dans un objectif d'emballages à 100 % "Home compostable" à terme. Avec 24 références bio, La Boulangère revendique 52 % de parts de marché dont 41 % en viennoiserie et 55 % en boulangerie. La Boulangère garde le rythme d'une progression de l'ordre de 7 à 8 % par an, avec un chiffre d'affaires à 350 M€ en 2020 et 2 150 salariés dans 7 usines dont 4 en Vendée. L'usine de la Chaize-Le-Vicomte, inaugurée en 2019, compte désormais 80 salariés sur les 300 à 350 annoncés à terme. L'entreprise dispose donc des capacités nécessaires à la poursuite de sa croissance.

Deux nouveaux sites du groupe Athéna, spécialisé dans la production de crêpes de froment et de galettes de sarrasin ultra fraîches et en circuit court, vont ouvrir, à Chantonay et à Rouen, après Broöns dans les Côtes d'Armor, Alençon et Angers. Le groupe compte 56 salariés et devrait terminer son exercice 2021 sur un chiffre d'affaires de 4,5 M€, réalisé à 90 % en GSM. **La Galette de Chantonay** a investi 1,1 M€ et envisage de recruter 8 salariés, puis 4 d'ici fin 2023. Son chiffre d'affaires devrait à terme se monter à un peu plus d'un million d'euros.

**Tradition de Vendée**, fabricant de charcuteries haut de gamme, est repris par Maison Lartigue et fils, fabricant de foie gras entier mi-cuit du Sud-Ouest basé dans les Landes qui a étendu son activité aux produits de charcuterie régionale : cuisse de canard confite, jambonneau, boudin tradition. Tradition de Vendée élabore ses produits à partir de porcs fermiers élevés en plein air et emploie une quarantaine de salariés pour un chiffre d'affaires de 9 M€.

**Paso traiteur**, basée à Olonne sur Mer, et acquise en avril 2018 par Fleury Michon, commercialise en GSM plus d'une dizaine de recettes de Préfou et de nombreuses autres spécialités apéritives. L'entreprise a enregistré une croissance de + 30 % depuis janvier 2021, dont un doublement du CA pour les mini-burgers. Son chiffre d'affaires devrait atteindre 35 M€ en

2021, contre 24 M€ en 2019, avec un objectif de doublement en 5 ans. Une nouvelle marque de plats cuisinés «très qualitative, proche du fait maison» est lancée au rayon frais emballé. Paso traiteur, qui emploie 170 salariés, va en recruter 20 à 30.

**Fleury Michon** affiche un résultat net positif (3,6 M€ au premier semestre 2021) pour la première fois depuis 2018, porté par les ventes en grandes surfaces. Le groupe familial vendéen emploie 3 800 personnes. Au sein du pôle GSM France (près de 90 % du chiffre d'affaires), seule la charcuterie enregistre une diminution par rapport à l'année 2020 exceptionnelle ; les ventes de surimi ainsi que celles des plats cuisinés et des produits apéritifs (société Paso) sont en hausse. L'activité du pôle international baisse de 36,2 % par rapport au premier semestre 2020, à 16,9 M€, du fait d'un marché aérien apathique, et des livraisons de plateaux repas en entreprises (- 52 %) impactées par le télétravail.

Le chiffre d'affaires de **Mélusine**, brasserie artisanale de Chambreaud qui emploie 15 salariés, est en croissance de 25 à 30 % en 2021, à 4,5 M€, contre 3,6 M€ en 2020 et 3,3 M€ en 2019. La société a concentré ses efforts sur la GSM en 2020, engendrant un développement des ventes de 7 à 8 % qui se poursuit. Mélusine prévoit 1 M€ d'investissements sur son exercice 2021-2022 afin de renforcer son parc de fûts et d'améliorer ses process de levurage et de nettoyage des cuves.

## Liste des annexes à télécharger

Cotations des céréales et oléoprotagineux  
Cotations fruits et légumes  
Viticulture - Observatoire économique du Val de Loire  
IPAMPA  
IPPAP  
Abattages des animaux (bétail, volailles et lapins)  
Cotations animales (bétail, volailles, lapins et oeufs)  
Livraison de lait et prix du lait

### Ont participé à l'élaboration de ce document :

A la une : P. Millon

Contexte météorologique : A. Piha

Productions végétales : J.C. Bouhier, S. Emeriau, L. Faguet, P. Guérin, A. Kéters, S. Marchand, A. Piha, et A. Prudo (SRISE)

IPAMPA : O. Grosmesnil (SRISE)

Productions animales et commerce extérieur : O. Grosmesnil, O. Jean, B. Robert et V. Salaün (SRISE)

IAA : C. Berchon (SREAF)

Coordination : A. Piha (SRISE)